

Transcription de l'interview d'Élisabeth Guigou (Paris, 7 février 2013)

Légende: Transcription de l'interview d'Élisabeth Guigou, notamment secrétaire générale du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne de 1985 à 1990, chargée de mission auprès du président de la République François Mitterrand de 1988 à 1990, présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française depuis 2012 et membre du conseil d'administration du think tank Notre Europe, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 7 février 2013 à Paris. Conduit par François Klein, collaborateur scientifique au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les aspects suivants de la vie de Tommaso Padoa-Schioppa: son apport dans les travaux du «groupe Guigou» chargé des travaux complémentaires à réaliser après la présentation, en 1989, du rapport Delors sur la mise en place d'une Union économique et monétaire (UEM) et lors des négociations du traité de Maastricht et sa présidence du think tank Notre Europe (2005-2010).

Source: Interview d'Élisabeth Guigou / ÉLISABETH GUIGOU, François Klein, prise de vue: Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 07.02.2013. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:16:43, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_d_elisabeth_guigou_paris_7_fevrier_2013-fr-a41e98b2-09bd-43c6-8dc3-517cf3498318.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Transcription de l'interview d'Élisabeth Guigou (Paris, 7 février 2013)

Table des matières

I. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa au sein du «groupe Guigou».....	1
II. Tommaso Padoa-Schioppa à la tête du think tank Notre Europe.....	3

I. L'action de Tommaso Padoa-Schioppa au sein du «groupe Guigou»

[François Klein] Madame Guigou, bonjour.

[Élisabeth Guigou] Bonjour.

[François Klein] Merci de nous recevoir ici à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale à Paris pour cette interview consacrée au dossier que nous réalisons en collaboration avec Notre Europe et Sciences Po sur la personnalité et l'œuvre de l'homme politique et économiste italien Tommaso Padoa-Schioppa. Première question: dans quelles circonstances avez-vous fait la connaissance de Tommaso Padoa-Schioppa?

[Élisabeth Guigou] À l'époque, quand j'étais au cabinet du président de la République François Mitterrand, je m'occupais des questions européennes, et évidemment j'avais lu les rapports de Tommaso et je le voyais comme ça dans des réunions, dans des groupes de réflexion. Et puis, quand le président Mitterrand a décidé sous sa présidence, deuxième présidence de l'Union européenne – c'était dans la deuxième moitié de l'année 1989 –, quand il a décidé vraiment qu'il fallait que ce soit sous sa présidence que l'on décide de convoquer une conférence intergouvernementale pour l'Union économique et monétaire – c'est un projet qu'il avait tâché de faire avancer avec Jacques Delors d'ailleurs déjà depuis 1985, depuis l'Acte unique, on a eu la première mention de ce qu'on appelait l'écu à l'époque, qui était le premier nom qu'on avait donné à l'euro – donc le président Mitterrand a décidé que ce serait l'objectif principal avec l'adoption d'une charte sociale, de la Charte sociale, mais l'Union économique et monétaire; à partir de ce moment-là, c'est là que j'ai connu vraiment Tommaso Padoa-Schioppa. Parce qu'il avait été rapporteur du comité Delors, qui avait été créé à la demande..., au Conseil européen de Hanovre en juin 1989 – en juin 1988, pardon – à la demande du chancelier Kohl, et c'était ce comité Delors, composé des gouverneurs de banques centrales, qui avait finalement dit quelles étaient les étapes à franchir, et Tommaso en était le rapporteur.

Donc déjà à cette époque, j'avais eu des contacts avec lui, mais qui n'étaient pas très fréquents et c'est ensuite, quand nous pensions, nous, que ce rapport Delors suffisait pour que l'on décide politiquement de créer l'Union économique et monétaire. Et c'est parce que notamment le chancelier allemand a dit: «Mais il faut quand même que l'on poursuive un petit peu les travaux» – à nos yeux, ce n'était pas nécessaire, le rapport Delors avait dit tout ce qu'il fallait dire sur les étapes sur l'Union économique et monétaire – c'était un rapport d'un comité composé des gouverneurs de banques centrales, présidé par Jacques Delors, président de la Commission, donc nous pensions que c'était largement suffisant, mais c'est vrai que le chancelier, pressé par beaucoup de monde autour de lui, a demandé qu'il y ait quelques travaux complémentaires. Le président de la République française a dit: «Qu'à cela ne tienne, on va les faire pendant quelques mois sous ma présidence!» et c'est comme ça qu'on a créé le groupe Guigou, c'est-à-dire qui rassemblait, après que les gouverneurs de banques centrales étaient rassemblés par le comité Delors qui rassemblait les directeurs des affaires... les directeurs du Trésor de tous les pays membres de l'Union européenne à l'époque et les directeurs des affaires européennes des ministres des ministères des Affaires étrangères. Le président de la République, sur suggestion des

deux ministres français compétents, m'a demandé de présider ce groupe, et nous nous sommes réunis pendant trois mois. Et j'ai demandé à Tommaso Padoa-Schioppa d'être le vice-président de ce groupe, et d'ailleurs d'en être le rapporteur. Et donc, c'est à ce moment-là que j'ai noué à la fois des relations de travail beaucoup plus étroites avec Tommaso et des relations amicales. Parce qu'il a été absolument merveilleux dans ce groupe, d'abord par la connaissance qu'il avait de l'ensemble des propositions que lui-même avait formulées bien avant d'ailleurs le rapport Delors, qu'il connaissait évidemment admirablement tous les acteurs qui étaient autour de la table, il connaissait à la fois leurs réticences, leurs... et que jamais, bien sûr, il ne pouvait être pris en défaut sur le plan technique – ça c'était absolument impossible – en même temps, il avait une vision de l'Europe, et il avait une capacité à..., vraiment sur le plan humain, à pouvoir dépasser aussi les antagonismes qui étaient inévitables, [ce] qui était quelque chose d'absolument formidable. Voilà.

Donc c'était un homme à la fois..., il avait une pensée, il avait des capacités techniques que n'avaient pas beaucoup de personnes dans ce domaine, et il avait en même temps des qualités humaines qui faisaient que c'était très difficile de résister à ses raisonnements. Je me souviens très bien..., parce que nous avons travaillé d'arrache-pied pendant plusieurs réunions d'affilée pendant trois mois – vous savez, il n'y avait pas grand-chose à rajouter à ce qu'avait dit le rapport Delors honnêtement. Peut-être ce que nous avons apporté de plus, c'est la définition qui s'est retrouvée dans l'article 2 du traité de l'Union économique et monétaire: «Quels sont les objectifs de l'Union économique et monétaire?» Avec une discussion qui n'était pas facile pour marier l'exigence de stabilité, la lutte contre l'inflation, etc., les budgets, la sagesse budgétaire et la nécessité déjà de développer la croissance pour l'emploi et la cohésion sociale. Et c'est la rédaction de cet article qui nous a pris des semaines, parce que derrière tout ça..., et on retrouve ce débat aujourd'hui, et Tommaso n'a cessé de dire dans tous ses écrits, en particulier dans ses derniers, à quel point cet équilibre entre la stabilité, la croissance et la solidarité était absolument crucial pour la réussite de l'Union économique et monétaire. Donc ça, c'est la principale discussion qui nous a occupés et je dois dire que l'humour de Tommaso a fait merveille parce qu'il avait l'art de dire, au fond et d'une façon qui était acceptée, de pointer les contradictions des uns et des autres.

Je m'en souviens très bien, à un moment donné, vis-à-vis de nos amis britanniques. Il y avait John Kerr qui était déjà dans cette délégation, parce que madame Thatcher ne voulait pas que ses diplomates participent à ce groupe au départ. François Mitterrand était allé la voir début septembre 1989 pour lui dire: «Voilà, nous allons créer un groupe avec les directeurs du Trésor, les directeurs des affaires européennes, et naturellement tous les pays sont invités.» Elle lui a dit ce jour-là: «Mais moi, je n'envoierai personne parce que je suis contre la monnaie unique.» Et François Mitterrand lui a répondu: «Eh bien, c'est très bien, c'est votre choix, mais ce groupe va se réunir quand même!» Et trois jours après, nos amis britanniques étaient là. Je me souviens que Tommaso, vers la fin, a dit à John Kerr en particulier: «Bon, alors vous êtes contre, c'est une affaire entendue, vous exprimez les vues de votre gouvernement, c'est votre rôle, mais à la fin, vous ne pouvez pas nier que deux plus deux font quatre quand même.» C'est-à-dire que pour faire la monnaie unique, il faut faire ceci, ceci et cela et effectivement c'était incontestable. Donc il a dit: «Votre décision..., votre décision, elle est de rentrer ou pas. Ça vous appartient, mais vous ne pouvez pas nier que les conditions à remplir, qui sont celles du rapport Delors et celles que nous voulons définir sur l'équilibre entre stabilité et croissance, elles sont indispensables.» Voilà comment le groupe a conclu, comment finalement, en s'appuyant principalement sur le rapport Delors, accessoirement sur le rapport complémentaire que nous avons produit, les deux Conseils des ministres des Affaires étrangères, des Finances d'abord, puis des Affaires étrangères, ont adopté ce rapport sans veto britannique, et comment François Mitterrand a pu demander et obtenir, avec difficulté, mais que l'on fixe une date pour la réunion de l'Union économique et monétaire. Voilà comment le mécanisme s'est enclenché.

Alors Tommaso a joué un rôle fondamental. Moi, j'ai trouvé auprès de lui, évidemment, un appui formidable. Il était la mémoire dans ce groupe, et puis celui encore une fois qui savait à la fois pointer les contradictions et en même temps mettre du lien. Et j'ai retrouvé après, parce que je n'ai jamais

cessé ensuite de travailler avec lui, et puis dans le cadre de Notre Europe également – je suis membre depuis le début du conseil d’administration –, voilà, de retrouver ses qualités extraordinaires qui sont celles à la fois d’un homme de vision, mais d’un esprit extrêmement concret et, qui sait, avec pragmatisme dans l’action, comment avancer.

[François Klein] Justement, vous nous avez décrit les travaux du rapport Guigou et vous nous avez dit que vous étiez restés en contact par la suite, notamment aussi quand il était en fonction à la Banque centrale européenne ou plus tard quand il est arrivé à Notre Europe.

[Élisabeth Guigou] Mais tout le temps, en vérité. Quand il a eu ses responsabilités différentes et successives, j’ai toujours eu des contacts avec lui, des discussions... parce qu’à travers les péripéties de ma vie politique, je n’ai jamais cessé de toute façon de m’intéresser aux questions européennes et que, vous savez, ceux qui ont travaillé, à cette époque-là, sur la monnaie unique ont créé entre eux des liens qui continuent aujourd’hui. Les liens que j’ai avec Jean-Claude Trichet, Jacques de Larosière, pour les Français par exemple, Pierre de Boissieu, qui faisait partie de ce groupe au titre du ministère des Affaires étrangères, avec John Kerr qui continue encore aujourd’hui dans différents cercles, avec Carlos Bastarache, qui est maintenant l’ambassadeur d’Espagne à Paris. Et encore l’autre jour, nous... Et Tommaso était un des six membres aussi de ce groupe. Nous continuons à nous voir, nous continuons à échanger des points de vue dans différents cercles. C’est pour ça que sa disparition brutale a été pour nous tous aussi une perte terrible.

II. Tommaso Padoa-Schioppa à la tête du think tank Notre Europe

[François Klein] Vous avez comme lui un parcours de militante européenne. Vous êtes membre du conseil d’administration de l’association Notre Europe qu’il a présidée pendant plusieurs années. Quel regard portez-vous sur son action à ce niveau?

[Élisabeth Guigou] Je crois que Tommaso a eu pour Notre Europe le mérite extraordinaire d’abord de rendre visible cette réflexion qui était toujours à la fois très fondée sur des éléments très documentés. C’était un économiste de premier plan, Tommaso. Et en particulier, il a eu avant..., il a eu la capacité de formuler très clairement et dans plusieurs rapports de Notre Europe ce qu’il fallait pour remédier aux failles initiales de l’Union économique et monétaire. C’est très bien que nous étions très lucides, nous tous qui avons travaillé au début sur ce qui manquait à l’Union économique et monétaire. Jacques Delors l’a dit dès le départ: une monnaie fédérale, une union économique qui marchait sur une seule jambe, une union économique très insuffisante. Donc nous étions très lucides là-dessus et Tommaso a eu le mérite de dire, au fond, très vite, très tôt ce à quoi... les lacunes auxquelles il fallait remédier. Je me souviens, en particulier dans l’année 2010, c’est-à-dire l’année qui a précédé sa mort, il a publié des rapports, accordé plusieurs entretiens dans lesquels il disait ce qu’il fallait faire et ce que nous sommes en train de faire maintenant, c’est-à-dire une union budgétaire, une union un jour qui devra être fiscale, et il disait très clairement que, certes, les disciplines et la stabilité étaient indispensables, mais qu’il fallait absolument la croissance et la solidarité et c’est exactement les problématiques sur lesquelles nous travaillons. D’ailleurs, il a été aussi un des premiers tout en déplorant la lenteur au moment où l’on pensait que la zone euro risquait d’implorer, parce que la crise en mai 2009 a été terrible, mais a souligné aussi que les premières décisions étaient intéressantes: la création du fonds de stabilité financière qui devait devenir pérenne.

Donc je crois qu’il avait cet art à la fois de souligner les lacunes et en même temps de donner des éléments d’espoir. Et il a été un des premiers à dire pourquoi. Il fallait que pour soutenir la croissance, il y ait un budget européen suffisamment doté et une capacité d’emprunts – c’était déjà une proposition de Jacques Delors au début des années quatre-vingt-dix – une capacité d’emprunts propres par l’Union européenne, fondée sur des euro-obligations. Donc déjà, en 2009-2010, ce sont des sujets dont nous discutons maintenant. Évidemment, si on l’avait écouté plus tôt, nous n’en

serions pas là!

Et j'ai gardé le souvenir – et Jacques Delors aussi, puisqu'il nous l'a redit devant la commission des Affaires étrangères, il n'y a pas longtemps – qu'au fond, il avait vu juste en disant: «Dans la situation où nous sommes, après la crise qui a débuté aux États-Unis et qui a été malheureusement importée en Europe, dans la situation où nous sommes, la rigueur est inévitable pour les budgets des États membres, parce qu'il faut remédier à des déficits excessifs qui ont conduit à des niveaux de dettes eux-mêmes insupportables, mais il faut à ce moment-là que la relance vienne du budget de l'Union européenne.» Eh bien, aujourd'hui, nous sommes... les États membres sont en discussion à Bruxelles justement sur cette question des perspectives financières 2014-2020. C'est un enjeu fondamental. Voilà, Tommaso Padoa-Schioppa était un éclaireur d'avenir, en même temps qu'il savait être très pragmatique. Au fond, il avait ces deux qualités en même temps, que Jacques Delors a démontrées aussi à la tête de la Commission.

[François Klein] Bien, Madame Guigou, je vous remercie pour cet entretien.

[Élisabeth Guigou] Merci, merci à vous.